

PLENIERE DU 25 JUIN 2007

PRESENTATION DU RAPPORT PLAN CLIMAT ENERGIES

Jean-Pierre Girod

L'ABUS D'ENERGIES TUE LE CLIMAT !

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

Sans reprendre le préambule du Plan Climat Energies, je me permets de rappeler trois points saillants :

1- Le dérèglement climatique est sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Nous n'avons jamais observé de telles variations depuis 650 000 ans. A venir : une hausse probable des températures de 1,8 à 4 degrés d'ici 2100 et l'élévation du niveau des mers.

Le gaz carbonique représente maintenant 77% de l'effet de serre. Le rapport du groupe III du GIEC (Groupement Intergouvernemental d'Experts sur le Climat) rappelle qu'il faut plafonner les températures au maximum à plus de 2 degrés sinon les puits de carbone végétaux deviendraient des sources nettes d'émissions de CO₂. Au delà, l'Amazonie et le bassin du Congo deviendraient des savanes.

2- Ce dérèglement est en grande partie dû aux activités humaines, principalement de nos sociétés industrielles et à l'utilisation massive des énergies fossiles.

Ce 3^{ème} rapport chiffre le coût pour réduire par 2 en 2050 les émissions mondiales par rapport à leur niveau de 1990 à 5,5 % du PIB annuel. Pour l'Europe, l'objectif en 2050 est de 450 Ppm équivalent de CO₂, soit une réduction de 85 % des émissions mondiales.

La Haute-Normandie produit 5,7 % des émissions nationales de dioxyde de carbone alors qu'elle ne représente que 3% de la population.

3- Il met en péril les grands équilibres de la planète et peut provoquer un choc fatal à nos systèmes : réfugiés climatiques, montée des intérêts de chaque nation, guerres de l'eau ; pollutions massives de l'eau, de l'air...

Ainsi, consacré aux impacts, à l'adaptation et à la vulnérabilité aux effets des changements climatiques, le rapport du troisième groupe de travail du GIEC n'est pas plus optimiste que l'opus publié au mois de février. Avançant toujours plus de preuves à l'appui de leurs prévisions, les scientifiques soulignent, une fois encore, que ce sont les pays les plus faibles

qui paieront le tribut climatique le plus élevé (atteintes aux activités humaines, raréfaction de l'eau potable, acidification des océans...). Nous devons faire preuve de plus de solidarité.

Il ne s'agit pas de vous peindre un avenir catastrophique. Mais, il faut d'urgence non seulement stabiliser mais aussi réduire nos émissions des gaz à effet de serre pour limiter les conséquences du bouleversement climatique. **Il est encore temps : la réponse à cet enjeu majeur est politique : nous devons dire quel climat nous voulons !** Certes, la science et la technique peuvent contribuer à trouver des solutions pour minimiser nos émissions de gaz à effet de serre mais elles ne peuvent être que les alliés d'une prise de conscience politique qui doit modifier les habitudes de l'action publique et privée pour répondre à ce défi.

Réalité incontournable, le dérèglement climatique, comme l'attestait le rapport Stern, coûterait 5 500 milliards € à l'économie mondiale. C'est le coût de notre inaction, 20% du PIB mondial. Mais est-ce l'argument principal pour nous faire agir ? **Non, il s'agit avant tout de notre avenir et surtout de celui de nos enfants.** En tant qu'élu(e)s, il est donc de notre devoir le plus impérieux de répondre à cette question : faisons-nous le maximum pour changer la courbe des émissions de gaz à effet de serre ?

Je souhaite rappeler les 5 priorités qui fondent ce plan climat énergies :

- 1- la maîtrise des consommations d'énergie ; améliorer l'efficacité énergétique dont les rendements (isolation des bâtiments, éclairage performant, co-génération,...). Notre région doit être exemplaire en amplifiant ses actions de recherche-innovation pour augmenter l'efficacité des équipements, et en développant des mesures qui permettent d'être des leviers de réduction des consommations énergétiques. Pour la consommation par habitant, la Haute-Normandie est en 3^{ème} place des plus énergivores.
- 2- le développement des filières des énergies renouvelables ;

Conséquences des deux premiers points : les créations d'emplois liés aux économies d'énergie et au développement des énergies renouvelables, (d'ailleurs non négligeables puisque représentant au moins 20 000 emplois en Haute-Normandie).

- 3- la mobilité durable avec des modes de transports non polluants ;
- 4- la nécessaire modification des comportements et des modes de décisions, avec par exemple la création de nouveaux Espaces Infos Energie ;
- 5- la mise en place d'un outil opérationnel régional permettant de suivre, sur l'ensemble du territoire, nos consommations énergétiques et nos émissions de gaz à effet de serre.

Il faudra, demain, aller plus loin... Les investissements en faveur du rail doivent enfin prendre le pas sur les aménagements routiers (au niveau national car déjà le cas au niveau régional), et nos 800 000 logements sociaux et les bâtiments publics, représentant un formidable gisement de réduction des gaz à effet de serre, doivent faire l'objet d'un vaste programme d'isolation et de recours aux énergies renouvelables.

Au changement climatique, il faut une réponse politique forte, dont les fondements sont posés avec ce plan. Un pas supplémentaire est accompli aujourd'hui, d'autres viendront dès demain, comme l'a rappelé Monsieur le Président.